

Appel fondateur du RéSEL

lundi 22 février 2010 par [RéSEL](#)

En France, les expulsions de logement sont en hausse constante. Plus de 100 000 jugements d'expulsion sont rendus chaque année, plongeant les victimes dans l'angoisse et le sentiment d'échec, jetant souvent dans la rue et la précarité des salariés modestes, des familles avec enfants, des personnes âgées, des travailleurs privés d'emploi...

Tandis que le pouvoir d'achat est en berne, que les allocations logements sont en baisse depuis 2002, jamais l'immobilier, le foncier, les loyers, les charges et la part du budget que les ménages consacrent pour se loger, n'ont été aussi élevés.

La crise sociale est là, les licenciements massifs et l'augmentation vertigineuse du nombre de chômeurs jettent les salariés dans l'endettement et vont multiplier les expulsions. Ce n'est pas un hasard si la moitié des français craignent, pour eux ou un de leur proche, de perdre leur logement. Le désespoir frappe à la porte au point que l'on a vu des locataires attenter à leurs jours plutôt que de perdre leur logement.

L'offre de logements sociaux est en baisse. La chute du budget logement (- 7% en 2009) et la loi Boutin vont aggraver la situation des demandeurs, des mal-logés, des locataires et des accédants à la propriété. La Loi Boutin réduit par trois les délais d'expulsion, accélérant les procédures. Dans ces conditions, comment croire que de véritables solutions de relogement, et non pas d'hébergement, seront trouvées pour toutes celles et ceux qui seront mis à la porte de leur logement ?

Le gouvernement refuse toujours d'appliquer la loi de réquisition, alors que le nombre de logements vacants est en hausse. Des maires prennent leurs responsabilités et commencent à l'appliquer et à prendre des arrêtés anti-expulsion.

► Le Gouvernement doit sans délai prononcer un moratoire sur les expulsions de logement jusqu'à la fin de la crise et la mise en œuvre d'une politique permettant de satisfaire pleinement le droit au logement pour tous, avec les moyens financiers correspondants.

► Nous appelons partout en France à la création de réseaux « STOP aux expulsions de logement » et à la mobilisation concrète pour que nos voisins, nos camarades de travail, nos amis, nos proches, ou les familles des écoles de nos enfants ne soient pas jetées à la rue ou contraintes par la peur d'abandonner leur logement.

► Nous encourageons toutes les personnes visées par une procédure d'expulsion à ne pas rester isolées, à en parler autour d'elles, à leurs voisins, dans les établissements scolaires de leurs enfants et à contacter le réseau « STOP aux expulsions de logement » le plus proche. L'expulsion sans un véritable relogement est une violence sociale et une injustice indigne de notre République.

Premiers signataires au niveau national: CNL, CSF, DAL, AC !, ACDL, APEIS, ATTAC, Bagagérue, FSU, Jeudi noir, LDH, SAF, SM, SNES, Solidaire, STOP précarité... Avec le soutien de PG, PCF, NPA, les Verts

Premiers signataires dans le Bas-Rhin: CNL67, CSF67, DAL67, ATTAC Strasbourg